

FICHE PROJET

INTERPELL'ACTION

POUR LA CONSTRUCTION D'UNE PAIX DURABLE :
LES ASSOCIATIONS DE FEMMES IVOIRIENNES INTERPELLENT
LES CANDIDAT-E-S AUX ELECTIONS PRESIDENTIELLES DE 2015

Côte d'Ivoire, Mai – novembre 2015

Un projet proposé par GENRE EN ACTION,
GEPALEF et LEADAFRICAINES



Contact : Marlène Menoux, coordinatrice de Genre en Action
coordination@genreenaction.net - +33 (0)5 56 84 68 32

OBJECTIFS

La construction d'une paix durable est un enjeu majeur de développement et de démocratie en Côte d'Ivoire. Le projet Interpell'Action se déroulera pendant la campagne présidentielle de 2015. Cette campagne, la première depuis les conflits qui ont secoué le pays en 2011, revêt à ce titre une importance exceptionnelle.

Favoriser la participation des citoyennes ivoiriennes

Le but du projet est de faciliter la parole publique des citoyennes ivoiriennes, et de leur permettre d'interpeller les candidats et les candidat-e-s aux élections sur des sujets qui leur importent, qu'ils soient liés directement ou non aux droits des femmes et à l'égalité de genre. Ce faisant, le projet entend contribuer à la participation des femmes à la vie publique et à l'expression de leurs libertés en facilitant leur accès à la citoyenneté par la parole. Le renforcement de l'expression des femmes sur des sujets qui concernent leur autonomisation, leur(s) liberté(s), y compris des sujets souvent tabous ou peu discutés (les droits sexuels par exemple) contribue à leur *empowerment*. Interpell'Action s'inscrit dans le projet du Réseau des Observatoires de l'Égalité de Genre (ROEG), projet initié en 2011 par Genre en Action qui regroupe une vingtaine de structures/associations dans 13 pays francophones et qui vise à renforcer l'action des observatoires de l'égalité de genre de la société civile. Les associations partenaires ivoiriennes du projet Interpell'Action sont membres du ROEG et font partie du Pôle de l'Observation de la participation des femmes à la vie publique, pôle thématique créé dans le cadre du ROEG.

L'approche du projet est complémentaire des initiatives déjà existantes en Côte d'Ivoire (soutien aux femmes candidates et élues, lutte contre les stéréotypes dans les médias, etc.), car il a pour bénéficiaires directes les femmes citoyennes, électrices, agissant au sein d'associations de femmes. Ce projet contribue à la consolidation du leadership féminin et à l'*empowerment* des femmes à travers l'exercice de leur liberté d'expression et de leur droit à la participation publique.

Renforcer la redevabilité des Etats et des élu-e-s

Faire gagner aux femmes des espaces d'expression et de participation contribue à la gouvernance et à la démocratie. En interpellant les candidat-e-s aux élections, les femmes questionnent les engagements de l'État ivoirien et exercent leur droit à exiger la redevabilité des élu-e-s, contribuant ainsi à la mise en place d'un État de droit.

En entrant dans l'espace public, les réponses, écrites ou orales des candidat-e-s concrétiseront leurs engagements et deviendront des champs d'observation pour le suivi de leur mise en œuvre future. En amont de la mise en œuvre de l'Agenda post-2015 sur les Objectifs de Développement Durable, cette démarche favorisera une citoyenneté active, notamment de la part des femmes.

LA CAMPAGNE D'INTERPELLATION

En formant des leaders féminines à l'interpellation et en mobilisant des organisations de femmes ivoiriennes, le projet mènera une campagne d'interpellation d'ampleur auprès des candidat-e-s aux élections présidentielles en Côte d'Ivoire. Le projet débutera au mois de mai 2015 et s'achèvera après les élections, en octobre 2015.

Renforcer les capacités des associations en matière d'interpellation

En amont de la campagne d'interpellation, deux formations seront dispensées auprès des associations ivoiriennes, au mois de juin. La première session formera 7 à 8 formatrices parmi les membres des deux organisations partenaires. Dans une seconde formation, les nouvelles formatrices formeront à leur tour plus de 30 femmes issues d'une quinzaine d'associations féminines.

Les formations seront animées par des expert-e-s du réseau Genre en Action : Awa Fall Diop¹ et Elisabeth Hofmann². Un dossier et un manuel pédagogique/vademecum seront constitués sur l'égalité de genre en Côte

¹ Awa Fall Diop, membre de Genre en Action, est experte en genre au sein de l'Observatoire des Relations de Genre au Sénégal (ORGENS). Elle est expérimentée dans les processus d'interpellation (élections présidentielles de 2012 au Sénégal, élections locales de 2009 en Casamance, candidate lors d'élections locales en 2014) et formatrice de formatrices-teurs en genre et développement.

² Elisabeth Hofmann, membre de Genre en Action, est économiste du développement. Elle a travaillé comme consultante, évaluatrice et formatrice dans différents pays africains. Son expertise porte sur le genre dans les projets de développement, les approches participatives

d'Ivoire et sur les méthodologies d'interpellation au service de la participation politique en Côte d'Ivoire et ailleurs.

Concevoir et mener la campagne d'interpellation

Les tensions politiques risquant d'être fortes, un enjeu de taille sera de dépasser les intérêts partisans des femmes et l'instrumentalisation habituelle de la société civile, en particulier le femmes, par les politiques. Pour cela, les équipes du projet travailleront à élaborer une campagne représentant les intérêts des femmes ivoiriennes dans leur diversité, en travaillant les "intérêts communs" du plus grand nombre.

Une attention spéciale sera donnée aux groupes de femmes dont la participation politique est limitée par leur position sociale : les femmes rurales, les femmes handicapées, les jeunes femmes, les femmes en situation de pauvreté et précarité extrêmes, les femmes issues des minorités, etc.

Les TICs seront au centre de la démarche. Les candidat-e-s seront interpellé-e-s via l'ensemble des canaux de communication qui composent l'espace public : Internet (site de la campagne, réseaux sociaux, forums de discussion) ; Médias (radios locales, journaux, télévision) ; Téléphonie mobile (campagne SMS) ; Affichage public.

Des espaces virtuels et des outils en ligne seront développés pour mettre en scène la campagne Interpell'Action (site Internet dédié, page Facebook, forums de discussion, etc.). Toute la campagne sera suivie, documentée et commentée via ces espaces numériques. Accessibles par Internet, ils permettront aux citoyen-ne-s du pays de suivre en temps réel les revendications exprimées par les femmes, les échanges avec les candidat-e-s et de contribuer aux débats.

Capitaliser la campagne Interpell'Action

En fin de campagne, les associations à l'initiative du projet se réuniront lors d'un atelier de capitalisation afin d'évaluer les points forts et faibles du projet (efficacité de la formation de formatrices ainsi que de la formation des associations, le succès des campagnes menées par les associations formées et encadrées) via des indicateurs élaborés en amont du projet. A l'issue de cette réflexion, un manuel pédagogique sera élaboré dans le but de rendre compte de l'expérience, de l'améliorer et d'en partager les bonnes pratiques en vue d'une reproduction plus tard et dans d'autres lieux.

LE PUBLIC

Le pays bénéficiaire est la Côte d'Ivoire. Les activités concernent en particulier la région d'Abidjan.

Bénéficiaires directs

Les deux associations ivoiriennes, GEPALEF et LEADAFRICAINES, partenaires du projet, sont bénéficiaires directes (soit 8 personnes). Elles recevront des formations de la part des formatrices de Genre en Action. Elles acquerront des compétences pour être leaders lors de la campagne Interpell'Action. 30 femmes membres de 10 à 15 associations locales ivoiriennes, qui seront formées à leur tour par GEPALEF et LEADAFRICAINES seront également bénéficiaires directes du projet.

Bénéficiaires indirects

Les citoyennes ivoiriennes qui profiteront des retombées du projet (informations sur les inégalités femmes-hommes, engagements des candidat-e-s) seront les bénéficiaires indirectes. Les candidat-e-s seront aussi bénéficiaires indirects du projet, car ils-elles recevront des informations sur les préoccupations des femmes ivoiriennes. Les observatoires du ROEG (Réseau des Observatoires de l'Egalité de Genre) bénéficieront du projet grâce aux documents de capitalisation ainsi que les 4000 abonné-e-s et membres du réseau Genre en Action.

et la formation des adultes. Elle est titulaire de la Chaire UNESCO sur la formation de professionnel-le-s du développement durable à l'Université Bordeaux Montaigne et chercheure au Laboratoire des Afriques dans le Monde à l'IEP de Bordeaux. Elle est co-auteur du Référentiel de formation de formatrices et formateurs en genre et développement

LES ORGANISATIONS

Trois partenaires collaboreront sur ce projet : Genre en Action, Leadafricaines et Genre Parité et Leadership Féminin (GEPALEF). Ces trois associations sont déjà investies dans différentes activités liées à la promotion du leadership féminin et du rôle des femmes dans la vie publique.

GENRE EN ACTION

Créé en 2003, Genre en Action est le premier réseau international francophone sur le genre et le développement. Il a créé un large mouvement de mobilisation des acteurs et actrices agissant dans le domaine "genre et développement" ainsi qu'un vaste chantier de recensement des pratiques, informations et formations sur le genre dans l'espace francophone. Le réseau rassemble actuellement plus de 4000 abonné-e-s et près de 1000 expert-e-s. Genre en Action possède une solide expérience de travail au niveau transnational, a créé des liens entre pays francophones d'Afrique, entre pays des Nords et des Suds, et entre les espaces francophones et non-francophones. L'innovation du réseau Genre en Action réside dans le fait de promouvoir des projets "multi" (pays, disciplinaires, acteurs, partenaires techniques et financiers), reposant sur le triptyque "recherche-action - formation - information" à des fins de plaider en faveur de la prise en compte du genre dans les politiques publiques. Genre en Action s'appuie sur l'usage des Technologies de l'Information et de la Communication (TICs) pour mobiliser une communauté francophone sur les questions de genre et développer des formations en ligne. Il a créé le premier site d'information francophone (www.genreenaction.net) et le premier centre de documentation numérique (www.observation.org) sur le genre. Genre en Action est membre fondateur du Réseau de l'Égalité Femmes-Hommes créé en 2013 par l'Organisation Internationale de la Francophonie, également membre actif de plusieurs plateformes et comités sur le genre.

Genre en Action

LAM - IEP de Bordeaux
11 Allée Ausone
33607 Pessac Cedex - FRANCE
coordination@genreenaction.net
+ 33 (0)5 56 84 68 32
www.genreenaction.net
www.observatoiresdugendre.com
www.observation.org

LEADAFRICAINES

LEADAFRICAINES est une ONG créée en 2011. Elle vise l'émergence des femmes pour une égalité de genre. Sa mission est d'apporter aux femmes et aux jeunes filles les plus défavorisées les ressources et les conditions pour qu'elles deviennent autonomes et s'investissent dans les sphères de décision, s'y réalisent et y demeurent. L'association compte 35 adhérent-e-s (dont 33 femmes). Ses stratégies comprennent le plaider (formation, lobbying, sensibilisation, réseautage pour l'intégration du genre dans les politiques économiques et pour lutter contre les entraves au leadership féminin) ; l'information, orientation, accompagnement de projet ; Le pilotage d'observatoire et la veille stratégique; la capitalisation de bonnes pratiques; la valorisation des compétences, connaissances et expériences au service des plus défavorisées et la contribution à l'émergence de « modèles » ou de « références » dans le genre féminin. L'association dispose d'un vaste réseau de femmes mobilisés par des actions passées (organisation de groupements d'épargne et de crédit, formation aux techniques de montage et de gestion d'une activité génératrice de revenus, atelier d'alphabétisation fonctionnelle, formation de femmes handicapées pour leur insertion professionnelle etc.). Elle a aussi déjà réalisé de nombreuses activités en lien avec le projet proposé, par exemple : conférence sur la participation des citoyen-ne-s dans le développement local et sur le leadership féminin, atelier en faveur des parlementaires et des points focaux "genre" du gouvernement sur l'intégration de la dimension genre dans les programmes et budgets de l'Etat de Côte d'Ivoire etc. Leadafricaines mène actuellement un projet qui a vu le jour suite à une auto-évaluation des femmes ivoiriennes concernant leur participation à la vie publique, afin de développer leur représentativité qualitative et quantitative en politique. Une plateforme de partage et de capitalisation d'expérience a ainsi été mise en place autour d'un atelier de renforcement de capacités des femmes parlementaires, des femmes Maires et Présidentes de Conseil Régional, des séances de coaching en communication et d'une campagne de communication pour valoriser les candidates. Fondée essentiellement sur

LEADAFRICAINES

BP 570 Cedex 03 Abidjan Riviera
+225 09 34 96 58 - +225 22 41 75 56
leaders@leadafricaines.org
georgettesoukou@yahoo.fr
www.leadafricaines.org

le bilan des mandatures, la valorisation des compétences, connaissances et expériences, l'émergence de « modèles » ou de « références » dans le genre féminin et la nécessité de l'accompagnement en communication, en conduite efficace de campagne et en leadership politique ainsi que sur les échanges de bonnes pratiques, l'initiative actuelle de Leadafricaines considère que des ateliers de réflexions sur les acquis, les points forts, les faiblesses, les contraintes, les défis et les mécanismes de renforcement des capacités des femmes en politique ainsi que des séances pratiques de coaching, la capitalisation de bonnes pratiques et un appui à la valorisation de l'image des femmes en politique, devraient faciliter l'accès et le maintien des femmes en politique et partant contribuer à l'égalité des chances. Leadafricaines mettra à la disposition du projet un vaste réseau de partenaires institutionnels : Australian Aid, Australian High Commission Ghana, Friedrich Ebert Stiftung (bureau d'Abidjan), Fondation Koné-Avicennes (FONDAKA), ONU-FEMMES Côte d'Ivoire, Ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant (Direction de l'Égalité et de la Promotion du Genre et Direction des Institutions d'Éducation et de Formation Féminine), Plate-Forme de Services Côte d'Ivoire (maison de l'emploi et de la formation).

GENRE PARITE ET LEADERSHIP FEMININ (GPALEF)

L'ONG Genre Parité et leadership Féminin (GPALEF) a été créée le 17 mai 2012 et a pour objet de faire la promotion du leadership féminin et la sensibilisation à la question du genre. Ses activités incluent le montage de séminaires et d'ateliers de renforcement des capacités, des campagnes de sensibilisation, des conférences, le montage de projets générateurs de revenus et recherche de financements, le lobbying et le plaidoyer en faveur de l'égalité des genres, la recherche de bourses d'études en recherche sur le genre. L'Association a réalisé une campagne de sensibilisation contre les discriminations basées sur le genre dans le choix des métiers. Parmi ses projets en cours on trouve une étude nationale pour classer les entreprises qui intègrent ou non la dimension genre dans le choix ou la nomination de leurs dirigeants et dirigeantes. GPALEF mène aussi un projet pour l'implication des hommes dans la lutte contre les violences dans la scolarisation des filles.

L'Association a plusieurs projets de sensibilisation au genre en préparation dont un concours "masculin / féminin" destiné à récompenser les hommes et les femmes qui excellent dans des métiers généralement réservés aux personnes du sexe opposé ainsi que les entreprises qui respectent l'égalité des chances dans les recrutements et l'accès aux postes de responsabilité les partis politiques qui respectent la parité dans le choix de leurs dirigeant(e)s et le choix des candidats aux élections. Elle prépare aussi une campagne de sensibilisation sur la question du genre et de la parité à base de sketches, et le projet "Droit des femmes / devoir de justice" à travers lequel il s'agit de réaliser des procès fictifs sur la question des droits des femmes, en partenariat avec l'INSAAC (Institut National Supérieur des Arts et l'Action Culturelle) et la faculté de droit de l'Université FHB d'Abidjan. Elles envisagent une rencontre internationale sur le thème suivant : « Vers la PARITE : comment obtenir l'adhésion et l'implication de tout(e)s? » (à Yamoussoukro, Capital politique de la Côte d'Ivoire). Des recherche-actions sont aussi en phase préparatoire, par exemple sur les grossesses en milieu scolaire et la prise en charge économique et psychologique des jeunes filles mères dans la Région de Bouaké (Centre de la Côte d'Ivoire), ou encore sur la santé de la reproduction et VIH – SIDA avec les jeunes porteuses de bagages et vendeuses ambulantes du marché d'Adjamé (Abidjan).

GPALEF travaille avec des publics de femmes variés. Avec les femmes rurales, elles préparent un projet de renforcement des capacités des femmes rurales (traditions, pouvoir de décision, environnement, gestion du foncier rural, énergie genre et santé de la reproduction). Avec les femmes élues, elles envisagent un renforcement des capacités sur la planification stratégique genre dans les domaines de l'énergie genre, environnement, accès à l'eau potable genre et éducation. Avec les femmes commerçantes, elles préparent un projet d'alphabétisation des femmes du marché de Danané (Ouest).

GPALEF

Rue de la cannebière 23
BP 2694
Cocody, Abidjan, Côte
d'Ivoire
+225 02 03 22 51
+225 57 62 02 06
angelekoue@yahoo.fr
www.gpalef.com